



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Avant-propos

Bernard Bourget

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bourget Bernard. Avant-propos. In: Économie rurale. N°224, 1994. p. 4;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4685>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1994\\_num\\_224\\_1\\_4685](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_224_1_4685)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# « France, Allemagne et agriculture »

Session du 27 janvier 1994 organisée par Bernard Bourget (Commissariat Général du Plan) et Jacques Le Cacheux (OFCE) avec le soutien logistique de la Fédération Nationale du Crédit Agricole.

La chute du mur de Berlin, qui a entraîné l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est, est l'événement le plus important de la seconde moitié du vingtième siècle en Europe.

Pour l'agriculture européenne, deux autres transformations majeures du cadre tracé au début des années soixante s'y sont ajoutées depuis lors : la réforme de la PAC et l'achèvement du long cycle, dit de l'Uruguay, des négociations commerciales multilatérales. Aussi était-il important, pour la Société française d'économie rurale, de se demander si ces événements n'étaient pas de nature à remettre en cause la construction européenne, dont l'entente entre la France et l'Allemagne constitue un pilier. Tel était l'objet de la session organisée le 27 janvier 1994 sur le thème « France, Allemagne et agriculture ».

La matinée fut consacrée à l'examen de la nouvelle donne européenne et aux relations franco-allemandes à partir de trois exposés d'experts français.

**Philippe MOREAU-DEFARGES**, chargé de mission à l'Institut français des relations internationales, présenta d'abord les deux grands défis auxquels l'Europe est confrontée depuis la chute du mur de Berlin : intégrer les pays de l'Est dans l'économie mondiale et construire un nouveau système de sécurité.

Puis, **Joseph ROVAN**, professeur émérite à la Sorbonne et président du BILD, Bureau international de liaison et de documentation franco-allemand, a exploré les conséquences que pourrait avoir la nouvelle donne politique sur les relations franco-allemandes. Après avoir rappelé que ces relations avaient été un élément fondamental de la construction européenne et de la stabilité à l'Ouest du continent face à la menace soviétique, il a estimé qu'il n'y avait pas lieu de craindre une remise en cause de l'entente entre nos deux peuples par de nouvelles aspirations allemandes à une domination économique et politique sur l'Europe médiane. Il avance pour cela deux raisons : l'une, conjoncturelle, a trait au coût élevé de la réunification ; l'autre, plus fondamentale, tient à ce que l'Allemagne est, comme la France et le Royaume-Uni, une puissance moyenne et qu'elle a donc également besoin de l'Europe pour contrebalancer la puissance des géants d'aujourd'hui et de demain tels que les États-unis, la Chine, l'Inde, la Russie...

**Patrick ARTUS**, directeur des études à la Caisse des dépôts et consignations, a, quant à lui, souligné l'interdépendance des économies allemande et française, profondément affectées au début de l'année par la crise économique, et la volonté de nos voisins d'outre-Rhin de ne pas céder à la facilité pour traiter les problèmes auxquels ils sont confrontés depuis la réunification de leur pays.

C'est l'après-midi que fut abordée la question de la place de l'agriculture dans les relations franco-allemandes au cours de deux exposés et d'une table ronde, respectant rigoureusement la parité franco-allemande dans les interventions, dont la revue rend compte aujourd'hui.

De l'exposé d'**Emmanuelle CHEVASSUS** et **Jacques GALLEZOT**, chercheurs à l'INRA, on retiendra surtout que l'intégration des marchés européens s'est accompagnée d'une intensification de la concurrence entre les États membres, y compris la France et l'Allemagne, plus forte sur les produits alimentaires que sur les produits agricoles.

**Heinz AHRENS**, professeur à l'Université de Halle-Wittenberg, a ensuite fait profiter les participants à la session de ses talents de pédagogue. Il a montré comment la politique agricole allemande avait su s'adapter pour prendre en compte les intérêts de l'agriculture des nouveaux Länder de l'Est, sans pour autant abandonner les principes qui l'ont guidée depuis la création de la PAC, en particulier la priorité accordée au soutien des revenus de toutes les exploitations par rapport à la compétition entre les agricultures européennes à l'intérieur de la Communauté.

La table ronde, animée par **Jean-Claude WIDEMANN**, a enfin donné lieu à un échange de vues intéressant entre **Jürgen HARTMANN**, secrétaire d'État à l'agriculture du Land de Thuringe, **Reiner BÖGE**, député allemand au Parlement européen, **Philippe Mangin** et **M. Michel Debatisse** (député français au Parlement européen), qui ont tous les deux présidé le CNJA.

*Je voudrais remercier, au nom de la SFER, toutes les personnes qui nous ont aidé à organiser cette session, notamment les responsables du Crédit agricole.*

**Bernard BOURGET**